

Relation transatlantique : l'UE veut sauver les meubles

UE Washington repart à l'attaque contre les velléités de sauver le « deal » avec Téhéran

► Les liens sont minés comme jamais par les décisions unilatérales du président Trump.
► Les Européens sont toutefois déterminés à préserver cette relation avec les Etats-Unis, « forte... mais difficile ».

VIENNE
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Décidément, les Etats-Unis de Donald Trump n'en démordent pas. Haro sur cette Union européenne déterminée à sauver l'accord sur le programme nucléaire iranien... dynamité le 8 mai par le locataire de la Maison Blanche ! Dans un tweet rageur, posté alors que les ministres des Affaires étrangères de l'UE entamaient jeudi à Vienne un conseil « informel » de deux jours, le nouvel ambassadeur US auprès de l'Union, Gordon Sondland, enjoignait l'Europe « d'annuler » toute assistance financière à Téhéran. « Plus aucun argent de l'UE ne devrait bénéficier à ce régime » dont le ministre de la Défense, ajoute le diplomate, rencontre le syrien Assad et a des vues sur le détroit d'Ormuz.

Les Européens sont précisément réunis dans la capitale de l'Autriche (qui assure la présidence semestrielle tournante des travaux européens), pour faire le point sur la relation transatlantique - chahutée comme jamais par le 45^e président des Etats-Unis. Soit une « discussion spécifique », à huis clos, consacrée

« pour la première fois » à ce « partenariat », relève la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères Federica Mogherini : c'est dire si l'heure est grave... Les ministres se sont également penchés sur les affres du Moyen-Orient, Iran compris.

Depuis qu'il a annoncé le retrait de l'accord - signé il y a trois ans... à Vienne, au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), par son prédécesseur Obama ainsi que par la Russie, la Chine, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni - Donald Trump a rétabli le 6 août une première volée de sanctions

contre le régime des ayatollahs. Celles-ci visent les transactions financières, les secteurs automobile et aéronautique. Une deuxième salve frappera en novembre les intérêts pétroliers et financiers de la république islamique.

De leur côté, les Européens cherchent, avec peine, à sauver les meubles. Une aide de 18 millions d'euros, première tranche d'une enveloppe de 50 millions, vient d'être débloquée par la Commission, notamment pour soutenir les PME - c'est cette mesure qui, dans l'immédiat, suscite l'ire de l'ambassadeur Sondland, lequel faisait écho à la prise de position du tout nouveau représentant spécial du Département d'Etat pour l'Iran, Brian Hook. Une « loi de blocage » tente de contrecarrer les sanctions extraterritoriales américaines susceptibles de frapper les entreprises européennes qui maintiendraient leurs liens économiques et commerciaux avec Téhéran. Mais cela ne suffit pas : plusieurs grands groupes euro-

péens ont d'ores et déjà décidé de se retirer d'Iran ou de mettre un terme à leurs projets d'investissements.

L'AIEA vient précisément de confirmer, une nouvelle fois ce jeudi, que Téhéran respecte ses engagements

L'accord nucléaire a été conclu avec Téhéran pour empêcher l'Iran de développer la bombe atomique. L'AIEA vient précisément de confirmer, une nouvelle

fois ce jeudi que Téhéran respecte ses engagements. Cet accord est « essentiel pour notre sécurité et c'est essentiel pour la non-prolifération », rappelle le ministre français Jean-Yves Le Drian. Avec Berlin et Londres, Paris (les « parrains » européens de l'accord) tente de mettre sur pied des « mécanismes financiers permettant à l'Iran de continuer à commercer ». Aujourd'hui, toutes les transactions financières internationales de l'Iran dépendent du géant des transferts interbancaires Swift, basé à... La Hulpe, près de Bruxelles, et bien déterminé à déconnecter l'Iran pour préserver son business avec les Etats-Unis.

Cela n'empêche pas Le Drian de sommer les Iraniens d'accepter de négocier par ailleurs leur programme balistique ou la « tentation hégémonique qu'ils manifestent » dans la région. Mogherini témoigne aussi de « profonds désaccords » avec Téhéran, notamment en raison du soutien de l'Iran au gouvernement syrien. Mais ces « préoccupations sérieuses » seront « plus

facilement » abordées si l'accord nucléaire est préservé, martèle la cheffe de la diplomatie de l'UE.

« Bien sûr, il y a des différends. Mais nous devons aussi nous rappeler tout ce que nous avons en commun avec les Etats-Unis », souligne cependant le nouveau ministre britannique Jeremy Hunt. La relation avec les Etats-Unis « et sa population est toujours forte... mais difficile », résume Mogherini, qui

rappelle les attaques frontales lancées par Trump aux sommets du G7 et de l'Otan. Leitmotiv du débat viennois sur la relation transatlantique : « Voir comment maintenir le dialogue avec ce partenaire, identifier les dossiers sur lesquels on peut rester ensemble », indique une source diplomatique.

Des discussions sont ainsi en cours sur le front de la « guerre » commerciale (Le Soir du 24 août). La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a même proposé ce jeudi aux Américains d'inclure les tarifs douaniers sur les autos dans le périmètre d'une possible négociation avec Washington.

Les voitures européennes, cibles favorites de Donald Trump, avaient pourtant été exclues du deal forgé le 25 juillet par les présidents Trump et Juncker, lorsqu'ils s'étaient entendus pour envisager l'élimination des droits de douane sur les (autres) produits industriels. « Tous les droits de douane à zéro si les Etats-Unis font de même », a plaidé Malmström devant le Parlement européen à Bruxelles. Avant de reconnaître : « Cela reste à voir. » ■

PHILIPPE REGNIER

MIGRATIONS

L'opération Sofia sauvée des eaux (pour l'instant)

L'armada déployée en Médi-

terrannée par l'UE est dans le collimateur du gouvernement italien, dans lequel le populiste xénophobe ministre de l'Intérieur, Salvini, donne le ton. A Vienne, Rome a lancé un ultimatum :

les débarquements de migrants sauvés en mer par les navires militaires de Sofia ne pourront plus tous être débarqués en Italie, faute de quoi le pays saborderait l'opération. A ce stade, tous

les pays de l'UE ont maintenant leur soutien à Sofia. Mais « aucun consensus » n'a encore été trouvé pour un partage de l'accueil des rescapés, a reconnu Federica Mogherini.

PH.R